

3 000 forages : Les entreprises boudent le projet

Dossier de la rédaction de H2o
July 2019

"Les entreprises soutiennent qu'elles doivent dépenser entre 6 et 7 millions de francs CFA rien que pour l'achat des équipements de bonne facture. À cela, il faut ajouter le transport de ces équipements jusque dans les trois régions du Grand-Nord. Du coup, pareil projet n'est pas rentable pour elles. Cela peut expliquer que les projets de construction de forages dans le Septentrion soient souvent abandonnés ou alors mal exécutés. Le gouvernement gagnerait à revoir sa facturation sur ce type de projet, pour ne pas se retrouver à toujours construire des forages dont la durabilité n'est pas garantie." Cette déclaration est d'une source proche du dossier relatif à la construction de 3 000 forages dans les trois régions de la partie septentrionale du Cameroun.

Les derniers dossiers relatifs à cette promesse électorale faite aux populations du Grand-Nord par Paul Biya en 2011, en prélude à la course pour la magistrature suprême, ont été envoyés à la présidence de la République depuis plusieurs semaines. Mais les services de la présidence tarderaient à valider les prix unitaires de 10 à 11 millions de francs CFA proposés par forage, soupçonnant une surfacturation. Selon la présidence, en effet, le coût de ces ouvrages doit être celui prescrit par la mercuriale, soit 8 millions de francs CFA l'unité. Tel est le cas pour les 588 premiers forages relatifs à cette promesse présidentielle, dont les contrats courent depuis l'année 2017, ou encore pour les 496 forages que le ministre de l'Eau et de l'Énergie entend construire au cours de l'année 2019. Seulement, soutiennent certains experts, la crainte de voir tous ces forages avoir une durée de vie très courte est grande. En effet, apprend-on, pour un prix de 8 millions de francs CFA par forage des aventuriers préfèrent généralement se procurer des équipements de qualité douteuse au Nigeria, pour que leur activité soit rentable. En résultat, la majorité des forages construits dans la partie septentrionale du Cameroun ont une durée de vie qui dépasse rarement un an, le temps que s'écoule la période de garantie contenue dans les contrats avec les prestataires.

Camer.be (Bruxelles) - Africa